

Notes de lecture

LE SMIC

SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE

Cserc (Conseil Supérieur de l'Emploi, des Revenus et des Coûts)
La Documentation Française. 1999, 212 pages, 95 francs.

Dans sa présentation de cet ouvrage, Michel Dollé, rapporteur général, insistait sur le fait que si le SMIC à temps plein est supérieur au seuil de pauvreté (défini comme la moitié du revenu médian) le SMIC à temps partiel est bien souvent inférieur à ce seuil de pauvreté.

Pour les auteurs, le lien entre le montant du salaire minimum et l'emploi est complexe. Si la mesure de la productivité de la personne est «contestable» il paraît certain qu'il existe un mécanisme qui accélère l'emploi des travailleurs qualifiés et le recours accru à des équipements si le salaire minimum devient proche du salaire du travailleur qualifié.

Ils pensent que l'augmentation du SMIC a un effet faible sur l'inflation et l'emploi global mais entraîne une perte nette d'emplois non qualifiés, pas entièrement compensée par l'augmentation de l'emploi qualifié. En France, les réductions de charges ont arrêté la baisse de l'emploi non qualifié.

A lire pour en débattre.

DROIT DU TRAVAIL EUROPÉEN

LES GRANDS TEXTES

Karine Raynaud, Agnès Roset, Lysiane Tholy

Groupe Revue Fiduciaire. 1ère édition. 1999, 640 pages, 310 francs.

Le droit du travail se construit de plus en plus au niveau européen. Il est donc fort utile d'avoir les textes (il n'y a pas la jurisprudence) : traités, conventions, résolutions et décisions qui concernent près de 400 millions d'Européens communautaires.

LE DROIT DU TRAVAIL EN PRATIQUE

EDITION 1999/2000

Yves Delamotte, Daniel Marchand
Editions d'Organisation. 1999, 412 pages, 208 francs.

La partie la plus originale de cet ouvrage est celle sur les sources du droit (internationales, étatiques, professionnelles). Les chapitres sur le contrat de travail et sa rupture ou les IRP sont plus classiques.

L'ouvrage est écrit clairement, ce qui est précieux pour les non juristes.

L'ENTREPRISE BARBARE

Albert Durieux - Stéphane Jourdain
Editions Albin Michel. 1999, 233 pages, 98 francs.

«Comment s'en débarrasser ?» C'est la question que se posent nombre de directions à propos de tel ou tel cadre qui a cessé de plaire, de l'équipe laissée en place par la direction précédente ou simplement de 267 personnes prises au hasard pour remplir un quota demandé par le siège. Le Code du travail est exigeant sur la forme et sur le fond : il n'admet pas qu'un employeur se défasse de quelqu'un simplement parce qu'il ne lui plaît pas ou qu'il cherche à faire des économies. Alors il arrive qu'un employeur «monte un dossier» pour prouver la faute grave (ou lourde) ou rende la vie impossible au salarié pour le faire «craquer» et démissionner.

Les deux auteurs - un ex-consultant en organisation et un journaliste - racontent, dans un style rapide et enlevé un certain nombre de ces histoires qui dessinent un paysage social peu reluisant. Où l'on voit que les entreprises qui ne licencient pas sont parfois pire que les autres...

Les stratégies de riposte décrites sont utiles à connaître... si on a les nerfs assez solides.

Les auteurs posent une question gênante : ces pratiques ne sont-elles pas directement liées à l'impossibilité du licenciement sans cérémonie ?